

## PAYSANS D'AFRIQUE

HEYER (Judith), ROBERT (Pepe), WILLIAMS (Gavin) ed. — **Rural development in tropical Africa.** — London, Macmillan, 1981, 375 p.

Cet ouvrage comble une importante lacune dans la littérature sur l'idéologie et la pratique du développement rural en Afrique tropicale. Sa critique rigoureuse de l'idéologie du développement ainsi que ses analyses détaillées des politiques de développement rural et des différents projets mis en œuvre par les gouvernements et les organismes internationaux dans sept pays, seront d'une lecture essentielle pour les planificateurs et les universitaires intéressés par cette partie du globe. L'ouvrage constitue également une contribution des plus stimulantes à un débat qui intéresse tous ceux que préoccupe le développement rural sur d'autres continents.

Durant les années soixante et soixante-dix, les stratégies du développement se sont principalement attachées à mettre en œuvre de vastes programmes d'irrigation et de transfert de populations. En dépit de soutiens gouvernementaux importants et de l'injection massive de ressources financières (fréquemment d'origine internationale), la plupart de ces entreprises ont échoué dans leur objectif d'accroissement de la production. Elles ont également eu pour effet un accroissement des inégalités et, dans quelques cas, un appauvrissement et une marginalisation accrue des catégories les plus pauvres ou des secteurs les moins privilégiés des communautés rurales. Les douze auteurs de l'ouvrage entreprennent d'analyser les raisons de ces échecs et la contradiction implicite entre les objectifs théoriques des politiques de développement et leurs effets concrets.

Le premier chapitre, écrit par les trois coéditeurs de l'ouvrage, présente une vision tout à la fois vigoureuse et cohérente des problèmes clés. Il s'agit de montrer comment la vision communément acceptée d'un développement rural reposant sur « une planification du changement entreprise par des agences publiques implantées à l'extérieur des zones rurales » présente généralement le développement comme un effet nécessaire de leur intervention. Le développement, dans ce contexte, est conçu pour les paysans et non par eux. Par ailleurs, une telle vision ignore « l'expansion remarquable de la production de céréales que des producteurs africains agissant de leur propre initiative destinent à l'exportation et aux marchés domestiques ».

Ainsi apparaissent également dévaluées l'expérience et la capacité du paysan à contrôler ou à opérer avec compétence dans son environnement social et physique. De ceci découle pratiquement un refus des gouvernements et des agences internationales de reconnaître que la population rurale puisse rejeter totalement ou en partie des projets de développement pour des raisons éminemment rationnelles. Ainsi, de

nouvelles techniques peuvent « ne pas arriver à accroître les rendements ou le faire au prix d'un travail supplémentaire que le paysan ne peut fournir ou acheter, ou d'équipements qui tombent en panne ».

Autre mythe à démolir, celui qui veut que le développement serve tous les intérêts également. Les programmes destinés à accroître la production et la productivité du paysan fermier sont censés bénéficier automatiquement à celui-ci et à sa famille, ainsi qu'à l'économie nationale. Cette simplification grossière ignore que les intérêts des gouvernements nationaux et des organismes internationaux peuvent, dans certains cas, être en vive opposition (par exemple sur des questions de tarifs et de taux de change), ou que gouvernements et agences internationales peuvent également agir, individuellement ou de façon concertée, sans que les intérêts de la population rurale soient respectés. De plus, celle-ci n'est pas homogène dans sa composition. Au sein de la communauté il peut y avoir différents groupes d'intérêts conflictuels, dont certains peuvent être en collusion directe avec les gouvernements ou les agences externes. Au niveau de la maisonnée, de sérieuses inégalités existent quant au contrôle des ressources et peuvent signifier que les bénéficiaires que l'homme chef de famille retire de sa participation à un programme de développement n'affectent pas nécessairement les femmes et les enfants.

Le corollaire de cette vision à court terme de l'intérêt commun est que le « développement » devient un processus visant à persuader les populations rurales de « participer » à la mise en place de changements que des étrangers considèrent bons pour elles. Ainsi que les trois auteurs de l'article le font remarquer avec justesse, ceci « exclut la conception que les paysans peuvent avoir de leur développement ».

Indépendamment de cette analyse globale, l'ouvrage procède à un examen des contradictions des programmes de développement rural de la Banque mondiale et examine de manière détaillée des politiques et programmes nationaux de développement rural entrepris depuis la période coloniale en Tanzanie, au Kenya, au Niger, au Nigeria et au Ghana. Le reste de l'ouvrage étudie divers projets particuliers de développement : Gezeira au Soudan, le projet d'irrigation de Kano au Nigeria, la politique en matière de coopératives au Nigeria, les projets de développement de l'irrigation sur le fleuve Sénégal, la culture du riz à grande échelle selon des méthodes capitalistes au Nord du Ghana et les projets d'amélioration de la petite exploitation au Kenya. La rigueur méthodologique et le style littéraire de ces treize chapitres restent uniformément élevés, l'ensemble de cet ouvrage constitue sans nul doute une contribution majeure au débat sur le développement rural.

*Jennie Dey*

VAN APeldoorn (G. Jan) — **Perspectives on drought and famine in Nigeria.** — London, George Allen and Unwin, 1981, XVI + 184 p.

« Famines et pénuries. La faim dans le monde et les idées reçues. » *Tricontinental* 3, 1982, 188 p.

CISSÉ (Moussa C.), DEMBÉLÉ (Kary), KÉBÉ (Youssouf G.), TRAORÉ (Mamadou), JACQUEMONT (Pierre) — *Le Mali, le paysan et l'État*. — Paris, L'Harmattan, 1981, 197 p. Bibliogr. (Bibliothèque du développement).

L'ouvrage de G. Jan Van Apeldoorn est tout à fait remarquable et peut servir d'exemple autant pour la forme que pour le fond aux travaux portant sur les sécheresses et les famines africaines. Cette étude est d'autant plus intéressante qu'elle porte sur le Nigeria, habituellement oublié dans les panoramas sahéliens. L'auteur analyse en détail la période 1972-74, mais en fait c'est toute la décennie qui se trouve prise en considération, ainsi que la situation de l'ensemble nigérian. L'auteur se réclame d'une vision politique des problèmes. De plus, il va démontrer que sécheresse et famine peuvent être disjointes et que l'exceptionnel ne fait que révéler l'ordinaire. Enfin, une partie importante de l'ouvrage est consacrée aux conditions de lutte actuelles et *aussi futures* contre ces phénomènes.

L'étude du Nigeria est importante car le pays a surtout compté sur ses propres ressources pour résoudre la crise d'une partie seulement de son territoire. Cela est d'autant plus frappant qu'on peut estimer qu'au cours des années 1980 les *deux tiers* du déficit alimentaire africain concerneront le Nigeria ! Après une brève présentation de sa problématique d'analyse des catastrophes, fondée notamment sur les travaux de l'Université de Bradford (P.O'Keefe) et sur le rôle des facteurs socio-économiques, l'auteur divise son sujet en trois parties : le déroulement des sécheresses et des famines au Nigeria ; l'économie politique de la famine ; les orientations pour empêcher de futures catastrophes.

Après un bref rappel géographique et historique des sécheresses du passé, Van Apeldoorn décrit les événements de la période 1972-74 et les formes de réaction des populations touchées par cette catastrophe. Une conception très sociologique lui permet de mettre en lumière les conséquences différentielles et de souligner les ruptures sociales entre ceux qui ont des moyens et ceux qui comptent sur une aide. Une fois la situation précisée dans ses grandes lignes, l'auteur reprend la question à un niveau plus global. L'analyse du contexte international le conduit à analyser le marché des céréales dominé par les cinq Grands. Reprenant S. George, D. Morgan, il explique comment les lois de ce marché pèsent sur les conditions de l'aide, de l'importation alimentaire et de la production locale.

Reprenant ensuite une autre direction, l'auteur retrace les changements de l'économie agricole coloniale et postcoloniale. La mise en lumière d'un ancien processus de détérioration n'explique pas tous les effets plus récents d'une économie qui n'a plus besoin de ponctionner le paysan pour vivre mais qui se laisse vivre au gré des revenus pétroliers.

Cet examen des causes et effets conduit Van Apeldoorn à évoquer l'atrophie des moyens des pauvres. Il rejoint là la plupart des analyses de ces dernières années qui mettaient en avant la dépossession des producteurs du contrôle de leurs moyens de production. La dernière partie

pousse l'analyse et la réflexion encore un peu plus loin... et sur un nouveau terrain : celui de la politique et des moyens du gouvernement fédéral et des gouvernements des États. Il examine les prévisions alimentaires internationales, puis nationales, et conclut qu'il est difficile d'améliorer la production vivrière si la même politique de développement reste prioritaire. La recherche des grands projets financés par le capital des multinationales accroît la dépendance aussi bien au niveau des producteurs que de l'économie nationale. L'intégralité sociale se développe et les pauvres seront encore plus démunis face à toute nouvelle catastrophe.

Dans son dernier chapitre, l'auteur passe en revue quelques analyses et démarches alternatives. Il s'agit d'abord de pouvoir prévoir, et donc d'analyser les données nécessaires ; se référant aux principes du Disaster Research Unit de l'Université de Bradford, il examine le rôle de la National Emergency Relief Agency et du Strategic Grain Reserves. Mais, au-delà des institutions, il faut prévoir par en bas et non plus par en haut. Le recours au savoir paysan, à l'avis des collectivités est décisif. Citant les analyses de C. Raynault sur ce point, l'auteur montre qu'on peut essayer de respecter les producteurs. Enfin, il évoque des mesures plus concrètes, concernant le problème des réserves, de la coopération régionale, la prévision technique des sécheresses et la manière de distribuer l'aide.

Plus économiste que sociologue ou anthropologue, Van Apeldoorn semble croire qu'il serait peut-être possible de faire quelque chose dans le cas où... Mais cette synthèse de première main sur le Nigeria est plus qu'utile pour le lecteur francophone : comme l'ouvrage de R. Franke et B. Chasin, *Seeds of famine*, elle propose un canevas analytique tout à fait pertinent. A quand une économie politique de la famine au Sahel par un Français ?

En tout cas, la troisième livraison de *Tricontinental* n'en tiendra pas lieu. Faut-il être méchant — ou déçu — pour déclarer que le contenu correspond bien au titre sur les idées reçues. Certes ce volume se veut critique des idées dominantes, mais c'est pour proposer à la place un fatras développemental-alternatif qui laisse rêveur. Tout n'est pas de la même veine dans les quinze textes qui constituent ce recueil collectif, mais la pente générale de l'ouvrage amoindrit la portée des articles critiques (B. Kervyn, S. George) ou pédagogiquement utiles (J. Périssé).

Dans une première partie, quatre cas visent à présenter les aspects contemporains de la faim dans le monde. L'article précis de F. Durand-Dustès sur l'Inde donne tout de même le beau rôle à la bourgeoisie et à l'état indien qui semblent avoir évité le pire. J. Chonchol pour l'Amérique latine et B. Kervyn pour le Bangla Desh nous présentent une économie politique de l'alimentation un peu plus critique. Malheureusement l'Afrique noire n'a droit qu'à huit pages à propos du Tchad. Le géographe J. Cabot, oubliant les leçons du Comité Information Sahel (*Qui se nourrit de la famine en Afrique ?*, Maspero, 1974, 1975) tombe dans la naïveté en souhaitant un peu plus de moralité chez les bureaucrates « distributeurs » de l'aide ! C'est justement cela qu'il faut analyser. La seconde partie, intitulée « Définitions et débats » ne clarifie

pas beaucoup plus les choses. F. de Ravignan se contente de façon très tiers-mondiste de fonder les révolutions industrielles occidentales sur la colonisation et de vanter des expériences alternatives même ponctuelles. Là encore la justification du travail de l'expert passe avant la reconnaissance de la nature des opérations de développement, quelles qu'elles soient (lire à ce sujet le n° 90 de *Tiers monde* (1982) sur la sociologie du développement). Le dictionnaire des idées reçues de Vergara ou de Malvé sont bien lacunaires, surtout lorsqu'on conclut à une approche nouvelle des problèmes sous notre régime socialiste !

Finalement c'est S. George, l'auteur du bien connu *Comment meurt l'autre moitié du monde*, qui rétablit une perspective de critique fondamentale. Ses quelques propositions constructives, modestes, n'en sont que plus stimulantes. Trois articles intéressants sur le Mexique (A. Aubry), la Chine (P. Tissier) ou l'URSS (M.C. Maurel) n'arrivent pas à contrebalancer le retour à la plus mauvaise utopie ou analyse avec B. Parmentier (voir p. 143 sa définition des causes de famine : « Un environnement géographique et climatologique défavorable ; une insuffisance technique dans les moyens de domination de cet environnement, et un manque de volonté collective et de capacité d'organisation des habitants de la région » !) et F. Partant qui prône un retour à l'autonomie de la façon la plus abstraite et la plus générale qui soit.

Un ouvrage donc, qui tourne le dos aux autres livres publiés chez ce même éditeur sur cette question depuis huit ans... On ne comprend pas, car il était pourtant possible de trouver d'autres analystes. Ou s'agit-il d'un reflet des nouvelles idées reçues de la gauche au pouvoir ?

Le livre que propose L'Harmattan est plus utile. Le Mali fait partie des PMA (pays les moins avancés !). Sa situation sahélienne, son histoire coloniale puis néo-coloniale (et pendant un moment socialiste) l'ont conduit aujourd'hui à une situation économique et sociale assez catastrophique. Ce petit livre n'évoque que certains des aspects et facteurs de cette situation, mais ce sont sûrement les plus importants. L'introduction de P. Jacquemont, bien que brève, fait bien le point et évoque les contradictions et inégalités sociales fondamentales. Les textes du livre sont constitués d'extraits de thèses de recherche économique rédigés par des Maliens. Le premier texte, qui occupe la moitié de l'ouvrage, est dû à Y. Gaye Kebé et porte sur l'agriculture malienne, le paysan, la terre et l'État. On y trouvera un panorama statistique et descriptif des grands problèmes de l'agriculture. L'auteur analyse notamment la nature des prix, les conditions du prélèvement du surplus paysan. Un rappel des opinions des paysans permet d'amorcer une appréciation critique des politiques suivies. La description minutieuse des mécanismes de ponction du « surplus » paysan est particulièrement édifiante.

Le second texte, de K. Dembelé, « La dimension politique du développement rural », a une portée plus théorique. L'auteur démontre comment les formes concrètes du développement (les Opérations de développement) accroissent la stratification sociale, détruisent l'artisanat, etc. Il va jusqu'à critiquer la bureaucratie de l'appareil d'État et les illusions socialisantes de l'usage du « ton », association de jeunes villageois.

Le dernier tiers de l'ouvrage comporte deux articles : l'un sur les sociétés et entreprises d'État (M.C. Cissé), l'autre sur la santé et l'hôpital (M.N. Traoré). La critique de « l'ordre » établi y est beaucoup moins prononcée et qualifier les sociétés et entreprises d'État *d'acquis du peuple* est une boutade, espérons-le. Une petite bibliographie clôture le tout. C'est un ouvrage inégal, mais qui permet de se faire une idée des problèmes de l'agriculture malienne.

Jean Copans

ELA (Jean-Marc) — *L'Afrique des villages*. — Paris, Karthala, 1982, 229 p.

BELLONCLE (Guy) — *La question paysanne en Afrique noire*. — Paris, Karthala, 1982, 110 p. (Les Afriques).

On a suivi, à travers les ouvrages précédents de G. Belloncle, ses expériences de l'animation rurale, puis des coopératives au Mali et au Nord-Cameroun. Dans *La question paysanne*, l'auteur théorise ces pratiques et propose un développement communautaire à l'échelle villageoise en réfutant « la philosophie "meistérianne" du développement » et un certain marxisme, à partir d'une nouvelle lecture de la lettre de Marx à Vera Zassoulitch. Puis, dans deux chapitres qui se répondent, « Faut-il développer ? » et « Pourquoi les États sont-ils devenus les grands ponctionneurs ? », l'auteur fait le procès de certains pouvoirs politiques, pose les problèmes du pouvoir paysan, de la révolution agricole et de l'alphabétisation. Le tout conduit à présenter « les associations villageoises » comme « la base possible d'un développement au service des populations africaines ». L'idée est de concevoir ces associations comme des entrepreneurs collectifs aptes à passer de la fonction de commercialisation aux « entreprises de développement », à condition « qu'elles deviennent des lieux de capitalisation intellectuelle autant que des lieux de capitalisation économique » (p. 82). La générosité de la démarche n'est pas niable, mais la forme même de l'ouvrage (conçu à partir de cinq articles disparates) ne permet pas d'évaluer la portée des contradictions internes et de porter un jugement d'ensemble sur la thèse de l'autopromotion paysanne. Suffit-il, par exemple, de passer du niveau individuel du paysan modèle au niveau collectif de l'entreprise villageoise pour résoudre du même coup les redoutables problèmes posés par l'insertion dans le système capitaliste, logique du profit, taux d'amortissement, fixation des marges et des prix à l'échelle internationale... ? Suffit-il de changer de technique de développement et ne faut-il pas changer également le système économique international qui fait de toute entreprise de développement à terme une opération de sous-développement et d'exploitation ?

*L'Afrique des villages* de J. M. Ela se présente comme une contribution à une approche de l'endo-développement où la perspective historique est indispensable, en particulier en ce qui concerne le poids de la

période coloniale (p. 19-44) sur les attitudes de la paysannerie et sur sa capacité à maîtriser les processus du développement. Selon l'auteur, « aujourd'hui seuls les groupes conscients de leurs droits peuvent prendre la parole et dénoncer les atteintes à leur vie. Ce sont ces groupes dont l'Afrique des villages a besoin » (p. 288) et dont l'auteur cherche à provoquer l'émergence. Cet objectif explique la tonalité particulière de l'ouvrage, à mi-chemin entre l'engagement militant et la recherche scientifique. Si, bien souvent, on grince des dents devant certaines évidences, il y a aussi des évidences qui ne cessent de faire réfléchir, telles que « des cultures de rente : pour qui ? » (p. 34-39), le « danger École » (p. 91-96), « les pièges de l'animation rurale » (p. 129-156), « le mépris du savoir payan » (p. 176-182). Ces vérités devaient-elles être ainsi abordées ? On peut se le demander dans la mesure où l'ouvrage ne s'adresse naturellement pas à la paysannerie analphabète mais aux élites dominantes pour les inciter à participer « aux luttes et aux efforts par lesquels les paysans se mettent sur les chemins de libération » (p. 224). Attribuer une capacité de mobilisation à cet ouvrage est d'autant plus délicat qu'il se réfère le plus souvent à la réalité camerounaise qui n'a cessé d'étonner. Plutôt que de juger gratuitement, il convient d'attirer l'attention sur un livre dérangentant mais qui développe des analyses critiques vis-à-vis de l'emprise de l'État et du capital, analyses qui ont, sinon ma conviction, du moins ma sympathie.

*Étienne Le Roy*